



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 12 ET 19 JUIN 2022

PHILIPPE CAMBOURAKIS

Candidat sans étiquette

Philippe CAMBOURAKIS

Né en 1965 (57 ans) à Paris

Ancien chef d'entreprise dans le tourisme

J'ai manifesté deux fois : une première en 1983 contre le « contrôle des changes » et une seconde l'an dernier contre le « passe sanitaire », toujours avec la même volonté de me battre à mon niveau pour la préservation des libertés des femmes et des hommes.

FRANCE VEUT DIRE LIBERTÉ !

De tous temps, les sociétés les plus prospères sont celles qui privilégient les libertés individuelles, civiles et économiques.

Citoyennes, citoyens, la liberté est menacée ! Elle est devenue un bien secondaire. Pire, la réclamer semble être devenu honteux. L'individu doit désormais disparaître au nom de l'égalité, de la collectivité, de la responsabilité vis-à-vis de la Nation. Il nous est demandé tout simplement de renoncer à notre individualité, à nos projets personnels, à nos intérêts légitimes et de céder face à des mesures économiques, écologiques, sécuritaires, sanitaires qui sont violentes.

Pourtant, la Constitution de 1958 doit garantir la liberté partout et pour toutes et tous.

Le **Général De Gaulle** avait en effet défendu avec force la « **volonté de faire triompher une civilisation fondée sur la liberté, la dignité et la sécurité contre un système dont le principe même est l'abolition des droits de l'individu** ».

Français d'origine greque d'Asie mineure d'origine, j'ai en tête la devise du berceau de notre civilisation : « la liberté ou la mort ». Français depuis toujours, je sais que cette devise est dans de l'essence même de la France.

Parce que la liberté a été bafouée sous le quinquennat d'Emmanuel Macron, j'ai décidé de me présenter aux élections législatives des 12 et 19 juin de cette année pour défendre ce bien fondamental, indispensable à la vie et à la prospérité.

La crise sanitaire a révélé le danger qui plane sur notre avenir. La gestion de la COVID 19 a été autoritaire et violente, elle a été menée sans concertation et dans l'opacité totale. Cette gestion de crise a intégré des mesures liberticides contre les hommes et les femmes comme jamais nous n'en avons connues sous la République. Plusieurs libertés fondamentales ont été piétinées :

- **La liberté d'aller et venir, avec les confinements forcés à domicile et les couvre-feux ;**
- **La liberté du commerce et de l'industrie, avec la fermeture des commerces et des entreprises ;**
- **La liberté de disposer de son propre corps, la propriété de soi-même et le droit à un consentement libre et éclairé, avec**

la mise en place inédite d'une vaccination obligatoire par le biais d'un chantage aux droits fondamentaux en échange d'un vaccin tout juste mis sur le marché ;

- **La liberté de mener ses activités sociales et sa vie professionnelle librement et en toute sérénité, avec la mise en place d'un QR code activable et désactivable par l'État (passe vaccinal) ;**

- **La liberté de se déplacer en toute dignité avec la mise en place du port du masque obligatoire partout dont en extérieur y compris pour les enfants à partir de 6 ans.**

Les autorités ont justifié cela par la situation exceptionnelle, mais l'exceptionnel devient la norme. Demain ces mesures liberticides vont sûrement s'inscrire dans le droit commun. Emmanuel Macron, semble adepte des lois d'exceptions, tout comme un certain nombre de technocrates et d'élus de l'Union Européenne. Tous poursuivent un seul objectif, faire passer les hommes et les femmes en second, nous ne sommes plus la solution aux défis du monde mais le problème.

En matière de libertés, un autre grand danger est à venir avec la politique annoncée par Emmanuel Macron de planification écologique. Déjà, les pouvoirs publics ont donné un avant-goût du nouveau monde qu'ils veulent bâtir. Un monde dans lequel vous ne pourrez tout simplement plus vous déplacer comme vous l'entendez. La liberté essentielle d'aller et venir est bafouée par plusieurs mesures déjà prises au nom des politiques écologiques :

- **Mise en place des Zones à Faibles Émission (ZFE) et du dispositif « Crit'Air » instituant des interdictions permanentes de circuler ;**

- **Premières interdictions de lignes aériennes ;**

- **Réduction de manière arbitraire partout et sans distinction des territoires de la vitesse à 80 km/h ;**

- **Politique de hausse du coût des énergies (carburants, électricité, gaz...) par l'augmentation des taxes.**

Ces mesures restrictives et liberticides sont souvent fondées sur des statistiques présentées comme incontournables, et indiscutables. **Winston Churchill** avait écrit « **je ne crois qu'aux statistiques que j'ai moi-même falsifiées** ». Les hommes et les femmes deviennent des chiffres ou des êtres virtuels (QR code), c'est le triomphe de la technocratie, du scientisme et le début de l'autoritarisme numérique.

Beaucoup de leaders actuels sont atteints d'une nouvelle maladie, le Syndrome Maître du Monde (SMM), et la recherche n'a pas encore permis de mettre sur le marché un vaccin contre cela. Ces leaders veulent régir nos vies en totalité, de la naissance jusqu'à la mort. Ils veulent construire un nouveau monde au sein duquel les échanges libres vont être interdits. Ces mêmes leaders veulent tout simplement déconstruire notre civilisation et ses traditions bi-millénaires. L'Union Soviétique contrôlait les moyens de production, l'Union Européenne et le gouvernement d'Emmanuel Macron veulent contrôler nos échanges et la consommation. Avec ces politiques sans alternative, les pouvoirs organisent une soumission du peuple par la peur, en témoigne le « nous sommes en guerre » du Président au début de la crise sanitaire. Les écologistes, dont certains ont intégré les hautes sphères de l'État, sont aussi très dangereux. Ils défendent une idéologie radicale qui place la Nature au-dessus de l'Homme et justifie la remise en cause de libertés, du droit à la propriété, de la prospérité et de l'existence même de l'humanité pour les plus extrémistes. La planification écologique défendue par Emmanuel Macron va encore multiplier les limitations, les interdictions, et les taxations. Nous recevrons en compensation des chèques de la part de l'État, comme le chèque énergie, et nous devons remercier nos seigneurs de nous rendre un peu de ce qu'on leur a donné.

Ces politiques de planification et de subvention avaient pourtant lamentablement échoué entre 1946 et 1958 en France. Rappelons-nous que durant cette période, alors que l'État entendait tout maîtriser et tout planifier, la France connaissait la guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie, un fort endettement qui a nécessité l'intervention du FMI ou encore l'appel de l'abbé Pierre sur le manque de logements et la prise en charge des sans-abris. De la même façon aujourd'hui, la Banque Centrale Européenne (BCE) finance les États, une politique qui est d'ailleurs ardemment défendue par Jean-Luc Mélenchon et la gauche. **Jacques Rueff**, l'économiste du Général De Gaulle, avait pourtant écrit : « **il faut choisir monnaie saine ou État totalitaire** ». Cet inspirateur de la politique économique de De Gaulle avait expliqué que le choix en faveur de la création monétaire ou la création de droits sans contreparties (faux droits) contraint soit au contrôle pour limiter la consommation des ressources, soit à la guerre pour obtenir les ressources. En 2015, la BCE a choisi la création monétaire via son programme d'assouplissement quantitatif. Ces politiques monétaires couplées aux politiques de subvention, de planification assortie d'un contrôle excessif de la part de l'État, expliquent l'explosion de la dette à plus de 2800 milliards d'euros. Ces politiques expliquent aussi l'inflation très importante qui appauvrit l'ensemble des foyers, notamment les plus pauvres. La révolte des gilets jaunes a été un révélateur de l'appauvrissement engendré par celles-ci. La cerise sur le gâteau est que nous sommes à nouveau impliqués dans une guerre comme durant la période 1946-1958.

Enfin, l'affirmation du principe de liberté doit aussi se défendre au sein de l'École. Or, le système éducatif français a lui aussi oublié le mot liberté pourtant inscrit sur le fronton de toutes les écoles. Il semble lui préférer celui d'égalité qui est devenu égalitarisme avec des conséquences désastreuses. Les programmes scolaires, empreints d'idéologies, ignorent le réel et participent aussi à la réécriture de l'Histoire et à la déconstruction de notre civilisation. Plus inquiétant encore est le niveau catastrophique de nos enfants sur les fondamentaux : lire, écrire, compter. Le système éducatif a abandonné la logique de transmission de connaissances permettant à l'enfant puis au jeune adolescent, de s'élever, de concevoir en toute liberté sa pensée et sa vision du monde mais surtout de trouver librement sa voie.

Aujourd'hui manifester ne suffit plus, c'est par une voix beaucoup plus puissante qu'il convient de se dresser contre ceux qui menacent la liberté, la dignité et la sécurité qui seuls peuvent garantir la prospérité.

LES 10 PRIORITÉS QUE JE DÉFENDRAI EN TANT QUE DÉPUTÉ :

1. Le respect stricto sensu de la Constitution de 1958 votée par 80% des Français ;
2. Garantir que le respect des libertés individuelles soit au cœur de toutes les politiques publiques ;
3. Défendre le droit de propriété en général, et de soi-même en particulier
- Arrêter l'obligation vaccinale du COVID ;
4. Faire obstacle à toutes les mesures ségrégationnistes qui tendent à se développer sous des prétextes divers et variés
- Suppression du système de QR code entre autres ;
5. Permettre aux commerces et aux entreprises de faire du profit et aux individus de bénéficier des fruits de leur talent
- Supprimer l'impôt sur le revenu, arrêter toutes les mesures d'exceptions portant atteinte à l'échange libre ;
6. Demander aux syndicats des salariés et patronaux de reprendre leurs responsabilités sur la fixation des montants des cotisations ;
7. Réduire le rôle de l'État dans la société et réduire la dépense publique ;
• Évaluer la dépense publique dont celle liée aux allocations sociales ;
• Privilégier l'emploi plutôt que l'assistanat pour les personnes en situation de précarité afin de garantir leur liberté et leur dignité ;
• Réformer le droit d'asile en supprimant l'allocation demandeur d'asile (ADA) et privilégier à la place un accès immédiat au marché du travail ;
8. Mettre en place un système de votation comme en Suisse à échelle locale puis l'étendre au niveau national ;
9. Rétablir la liberté d'enseignement avec objectifs de résultats conséquence de la responsabilité adjointe à cette liberté ;
10. Garantir la tolérance sur les choix de chacun (avortement, consommation d'alcool et de drogue, prostitution, PMA/GPA, jeux d'argent) et sortir de toutes les prohibitions mises en place depuis 1941.

En votant pour moi, vous défendrez le capital de la France, à savoir sa culture basée sur la liberté et la raison.

CONTACTS

cambourakis.libertas@gmail.com

Philippe CAMBOURAKIS

